



# **MARCHÉ DE RESTAURATION SUR LA COUPE DU MONDE DE NATATION ARTISTIQUE 2026 (MAPA-CEN2026-04)**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 1 - CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - DESCRIPTIF DE LA PRESTATION</b>	<b>4</b>
3.1 DISPOSITION COMMUNES	4
3.1.1 Contraintes logistiques	4
3.1.2 Exigences nutritionnelles	4
3.2 SERVICE DE LIVRAISON DE LUNCH BOX - TRANCHE OPTIONNELLE	5
3.3 SERVICE DE RESTAURATION SUR SITE	5
<b>PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
4.1 ALLOTISSEMENT	5
4.2 LIEU D'EXÉCUTION	6
4.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ	6
4.4.1 Dispositions générales	6
4.4.2 Tranches	6
<b>ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 - REPRÉSENTATION DES PARTIES</b>	<b>7</b>
7.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN	7
7.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE	7
<b>ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 - CLAUSE DURABILITÉ</b>	<b>8</b>
10.1 APPROVISIONNEMENT DURABLE	8
10.2 RÉDUCTION DES DÉCHETS ET VAISSELLE RÉEMPLOYABLE	8
10.3 SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE ET TRANSPORT	9
10.4 ENGAGEMENT SOCIAL ET TERRITORIAL	9
10.5 SUIVI ET ÉVALUATION	9
<b>ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
11.1 RESPECT DES NORMES	9
11.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT	9
<b>ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES</b>	<b>9</b>
12.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	9
12.2 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	10
<b>ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES</b>	<b>10</b>
13.1 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	10
13.2 RÉPARATION DES DOMMAGES	11
13.3 ASSURANCES	11
13.4 GARANTIES DIVERSES	11
<b>ARTICLE 14 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 - DÉLAI D'EXÉCUTION</b>	<b>12</b>
15.1 DÉBUT DE DÉLAI	12

15.2 EXPIRATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	12
15.3 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	12
<b>ARTICLE 16 - PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 17 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>13</b>
17.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ	13
<b>ARTICLE 18 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 20 - MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ</b>	<b>15</b>
20.1 INTÉRÊTS MORATOIRES	15
20.2 TAUX DE TVA	15
20.3 MONNAIE	15
20.4 TRANSMISSION DES FACTURES	15
<b>ARTICLE 21 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>15</b>
21.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	15
21.2 ADMISSION	16
21.3 AJOURNEMENT	16
21.4 RÉFACTION	16
21.5 REJET	17
<b>ARTICLE 22 - PÉNALITÉS DU MARCHÉ</b>	<b>17</b>
22.1 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE	17
22.2 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES	18
22.3 PÉNALITÉS SOCIALES	18
<b>ARTICLE 23 - MODALITÉS DE FACTURATION</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 24 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 25 - DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>19</b>
25.1 LANGUE	19
25.2 GROUPEMENT	19
<b>ARTICLE 26 - RÉSILIATION</b>	<b>19</b>
26.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	19
26.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	20
26.3 DÉCOMPTE DE RÉSILIATION	20
26.3.1 Au débit du titulaire	20
26.3.2 Au crédit du titulaire	21
<b>ARTICLE 27 - CONTENTIEUX</b>	<b>21</b>

## PRÉAMBULE

### ARTICLE 1 – ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur de ce marché est :

La Fédération Française de Natation (FFN)

104 Rue Martre

92110 CLICHY

Elle est représentée par son président.

### ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché vise à assurer la mise en place d'un service traiteur et de restauration pour la période du 23 au 29 mars 2026, alliant performance nutritionnelle, qualité logistique et exemplarité environnementale comprenant :

- Repas complets pour environ 500 personnes par jour (athlètes, staff, officiels, équipes d'organisation), soit 3500 repas sur l'ensemble de la période ;
- Service en amont (23-24 mars) en livraison aux hôtels ;
- Gestion complète du service sur site, incluant la vaisselle, le matériel, le service et le nettoyage.

## PARTIE 1 – CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

#### 3.1 DISPOSITION COMMUNES

##### *3.1.1 Contraintes logistiques*

Le titulaire applique les normes HACCP et l'ensemble des règles d'hygiène sanitaire en vigueur.

Il assure de façon autonome la gestion du personnel, du stockage et des flux (livraisons, préparation, service, déchets).

Il s'engage à adapter la prestation en cas de variation de  $\pm 10\%$  des volumes prévisionnels, sans dégrader la qualité de service.

Il propose des régimes spécifiques sur demande et maîtrise les allergènes (identification, prévention des contaminations croisées, information fiable).

##### *3.1.2 Exigences nutritionnelles*

Les repas doivent répondre aux besoins des sportifs de haut niveau :

- Quantité suffisante pour des athlètes ;
- Apport équilibré en protéines, glucides complexes et fibres ;
- Réduction des matières grasses et sucres ajoutés ;
- Option végétarienne complète et équilibrée ;
- Recettes privilégiant les produits bruts, de saison, peu transformés ;

Le titulaire doit être en mesure de proposer des options sans gluten et sans lactose. La Fédération informera le titulaire au plus tard, trois semaines avant l'événement de la quantité de repas concernés.

L'ensemble des menus doivent être validés en amont par la Fédération.

### 3.2 SERVICE DE LIVRAISON DE LUNCH BOX - TRANCHE OPTIONNELLE

Le titulaire fournira des lunchboxes réutilisables estimées à 50 repas par jour les 23 et 24 mars. La quantité sera précisée en cas d'affermissement de la tranche.

Chaque repas proposera une formule complète comprenant une entrée, un plat, un dessert et du pain.

Les repas seront conditionnés dans des contenants 100 % réemployables, avec un dispositif de collecte et de lavage opérationnel.

Aucun emballage jetable n'est autorisé ; les emballages en carton, bambou, canne à sucre ou assimilés sont expressément interdits.

### 3.3 SERVICE DE RESTAURATION SUR SITE

Les prestations se tiendront du 25 au 29 mars, avec possibilité d'installation sur site dès le 24 mars.

Le service sera assuré sous forme de buffet à l'assiette. Les quantités ci-après sont estimatives et non contractuelles et seront arrêtées à une échéance convenue entre les parties :

Repas	25 mars	26 mars	27 mars	28 mars	29 mars	TOTAL
Déjeuner	300	350	350	350	300	1650
Dîner	200	350	350	350	350	3250

Les menus seront équilibrés et variés, avec une option végétarienne systématique. Le titulaire assure une diversité des repas sur l'ensemble de la semaine.

Les repas seront servis exclusivement dans des couverts, assiettes et verres réutilisables (inox, verre, céramique, etc.). Le plastique à usage unique est strictement interdit (gobelets, couverts, barquettes, films, etc.).

Le titulaire met en place un système de lavage sur site ou en circuit court, avec traçabilité des flux de réemploi. Il assure un nettoyage et un tri sélectif quotidiens.

## PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

### ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

#### 4.1 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti conformément à l'article L.2113-11 du code de la commande publique car d'une part, la Fédération n'est pas en mesure d'assurer par elle-même les missions

d'organisation, de pilotage et de coordination et d'autre part, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## **4.2 LIEU D'EXÉCUTION**

Les prestations de traiteur et restauration sont exécutées à la piscine Georges Vallerey, 148 Avenue Gambetta, 75020 Paris.

La livraison à l'hôtel se fera (s'il y a lieu) au B&B Porte des Lilas.

## **4.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ**

### *4.4.1 Dispositions générales*

La Fédération peut conclure avec d'autres opérateurs économiques sur des prestations similaires à celle prévue au présent marché dès lors qu'elles ne concernent pas l'organisation de cet événement ou dès lors que le prestataire n'est pas en mesure de répondre à la commande de la Fédération, dans les délais impartis.

Le marché pourra être modifié, dans les limites et conditions du code de la commande publique, si des fournitures ou services supplémentaires deviennent nécessaires et ne figurent pas dans la présente consultation, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants.

### *4.4.2 Tranches*

TRANCHE	TITRE	DÉTAILS
Tranche ferme	Service de restauration sur site - buffet à l'assiette	Du 25 au 29 mars 2026 à la piscine Georges Vallerey
Tranche optionnelle	Service de livraison de lunch box	Du 23 au 24 mars 2026 dans les hôtels

La FFN pourra affermir cette tranche jusqu'au ..... au plus tard.

## **ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché prendra fin le 30 avril 2026.

## **ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le cahier des clauses particulières ;
- l'offre technique du titulaire ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par la Fédération au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

## **ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DES PARTIES**

### **7.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN**

Dès la notification du marché, la FFN désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la Fédération en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant la Fédération.

### **7.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la Fédération, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la Fédération dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Fédération les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Fédération toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

La FFN notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire. Chaque prestataire identifie également une personne chargée du suivi du marché dont il communique les coordonnées à la FFN. Ce correspondant a également pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Le titulaire s'engage à

mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

## **ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire qui envisage d'en sous-traiter une partie demande à la Fédération d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, la Fédération notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à la Fédération le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à la Fédération lorsque celui-ci en fait la demande.

## **ARTICLE 10 – CLAUSE DURABILITÉ**

### **10.1 APPROVISIONNEMENT DURABLE**

- Minimum 50 % de denrées locales et durables (BIO, Label Rouge, MSC, commerce équitable, < 250 km de Paris) ;
- Priorité aux produits de saison et circuits courts ;
- Exclusion des espèces menacées ou non traçables ;
- Communication claire sur la provenance et les labels ;
- Mise en place d'un partenariat de dons alimentaires pour les surplus (Banques Alimentaires, Phenix, etc.).

### **10.2 RÉDUCTION DES DÉCHETS ET VAISSELLE RÉEMPLOYABLE**

- Aucun contenant et/ou couvert jetable ou à usage unique autorisé. Tous les repas, boissons et desserts sont servis dans de la vaisselle réemployable :
  - o Couverts en inox ou équivalents durables,
  - o Assiettes et bols en verre, céramique ou inox,
  - o Verres ou gobelets réutilisables (type Ecocup ou équivalent),
  - o Interdiction stricte de tout carton, bambou, canne à sucre, PLA, ou matière compostable à usage unique ;
- Mise en place d'un dispositif complet de collecte, lavage et traçabilité du réemploi (soit sur site, soit via un partenaire agréé) ;
- Tri sélectif obligatoire sur 4 flux (verre, multi-matériaux, biodéchets, ordures ménagères) ;
- Objectif : 90 % de réduction du plastique à usage unique et 100 % de contenants réemployés.



### **10.3 SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE ET TRANSPORT**

- Équipements économes en énergie et en eau ;
- 50 % minimum de livraisons en véhicules électriques, GNV ou hydrogène ;
- Optimisation des tournées et mutualisation des trajets ;
- Sensibilisation du personnel aux éco-gestes.

### **10.4 ENGAGEMENT SOCIAL ET TERRITORIAL**

- Partenariats avec fournisseurs locaux et structures d'insertion (ESAT, entreprises adaptées) ;
- Conditions de travail conformes au droit du travail français ;
- Accessibilité universelle (mobilité réduite, signalétique claire, menus lisibles).

### **10.5 SUIVI ET ÉVALUATION**

Un bilan RSE synthétique sera remis dans les 30 jours suivant l'événement, incluant :

- Taux de denrées durables ;
- Volume de déchets produits et valorisés ;
- Pourcentage de contenants réemployés ;
- Don alimentaire effectif ;
- Émissions évitées (transports et plastiques).

## **ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **11.1 RESPECT DES NORMES**

L'ensemble des prestations et installations devra être conforme aux normes, réglementations et règles de l'art en vigueur.

L'ensemble des prescriptions en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement (HSE) devra également être respecté.

### **11.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT**

La prestation, objet du présent marché, dont le titulaire assume l'entière responsabilité sera en tous points conforme aux exigences définies dans les documents de consultations et assortie d'une obligation de résultat, notamment concernant le respect des délais d'exécution et le respect de la qualité des prestations.

## **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES**

### **12.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire et la Fédération qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont la Fédération est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec la Fédération. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que la Fédération aurait elle-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par la Fédération à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment en cas de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

La Fédération s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. La Fédération informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Sauf à ce que le titulaire ait également conclu un contrat de parrainage avec la FFN, il ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client »

## **12.2 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## **ARTICLE 13 – RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES**

### **13.1 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents

contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **13.2 RÉPARATION DES DOMMAGES**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la Fédération par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par la Fédération, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de la Fédération.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de la Fédération, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la Fédération au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit la Fédération contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **13.3 ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Fédération et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Fédération et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément la FFN de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### **13.4 GARANTIES DIVERSES**

Le titulaire (dont tous les membres du groupement le cas échéant) est tenu de notifier sans délai à la FFN les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire, le(s) co-traitant(s) et le(s) sous-traitant(s) et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la FFN.

En cas de manquement, la FFN ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement

## **ARTICLE 14 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION**

Le titulaire est également garant de la communication des informations, des conseils et de l'assistance nécessaires à la parfaite réalisation des prestations.

Le titulaire doit régulièrement informer la FFN de l'exécution des prestations, l'avertir de toute difficulté rencontrée dans ce cadre et proposer les solutions appropriées. En tant que professionnel, il a un devoir de conseil auprès de la FFN pendant toute la durée du marché. Ce devoir de conseil se matérialise par écrit adressé à la FFN.

## **ARTICLE 15 - DÉLAI D'EXÉCUTION**

### **15.1 DÉBUT DE DÉLAI**

Sauf stipulation contraire, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

### **15.2 EXPIRATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION**

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de la Fédération, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

Lorsque le marché a prévu que l'admission se fera dans les locaux du prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est celle prévue pour l'admission.

En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à la Fédération, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché ou du bon de commande, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché ou du bon de commande.

### **15.3 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de la Fédération ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Fédération prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à la Fédération les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à la Fédération la durée de la prolongation demandée.

La Fédération dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 16 - PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE**

Pendant l'exécution du marché, la Fédération peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose, dans les limites et conditions fixées par le CCP et formalisées par avenant.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de la Fédération.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par la Fédération au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par la Fédération après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à la Fédération en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

En cas de désaccord, la Fédération règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque la Fédération et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à la Fédération, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

## **ARTICLE 17 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC**

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses particulières, de l'annexe de l'acte d'engagement et du cadre de réponse technique du titulaire.

### **17.1 RÉUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ**

Une réunion de lancement aura lieu après l'attribution du marché. Elle aura notamment pour objet de :

- présenter l'organisation de la compétition,
- préciser les règles d'engagement des prestations et les modalités de facturation,
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à mener,
- rappeler la nature des prestations et le planning associé,
- agréer les modalités de communication avec le titulaire,
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation envers le titulaire.

## **ARTICLE 18 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de la Fédération et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir la Fédération de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de la Fédération les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe la Fédération de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à la Fédération pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

## **ARTICLE 19 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE**

Les prix sont réputés fermes et non révisables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T)

## **ARTICLE 20 – MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ**

### **20.1 INTÉRÊTS MORATOIRES**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

### **20.2 TAUX DE TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **20.3 MONNAIE**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **20.4 TRANSMISSION DES FACTURES**

Les factures sont transmises par voie électronique au responsable FFN de la prestation.

## **ARTICLE 21 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

L'ensemble des délais peuvent être réduits en cas d'urgence liée à la tenue de l'événement.

### **21.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à la Fédération de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

La Fédération effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Elle peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités du présent article.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, la Fédération peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, la Fédération prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

## **21.2 ADMISSION**

La Fédération prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison

## **21.3 AJOURNEMENT**

Lorsque la Fédération estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la Fédération les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, la Fédération a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par la Fédération au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la Fédération dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

## **21.4 RÉFACTION**

Lorsque la Fédération estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.



Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, la Fédération dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, la Fédération est réputée avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

### **21.5 REJET**

Lorsque la Fédération estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par la Fédération, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de la Fédération présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par la Fédération, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, la Fédération ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé la Fédération des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que la Fédération a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

## **ARTICLE 22 - PÉNALITÉS DU MARCHÉ**

Les pénalités sont cumulatives entre elles si des manquements distincts sont constatés. Chaque pénalité donne lieu à un constat contradictoire notifié au titulaire. Elles sont neutralisées pour la part de retard ou le manquement imputable à la FFN ou résultant d'un cas de force majeure dûment justifié.

### **22.1 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE**

Si le titulaire ne communique pas le(s) contrat(s) de sous-traitance et ses éventuels avenants à la Fédération dans un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la Fédération, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

## **22.2 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES**

En cas de non-respect du guide pratique pour de grands événements écoresponsables à Paris : 150€ par constatation.

## **22.3 PÉNALITÉS SOCIALES**

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 250,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **ARTICLE 23 – MODALITÉS DE FACTURATION**

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation de la FFN du service fait.

Toute facture reçue par la FFN avant attestation du service fait sera rejetée.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du titulaire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du titulaire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

## **ARTICLE 24 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES**

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par la Fédération. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, la Fédération se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 27.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à la Fédération d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

## **ARTICLE 25 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **25.1 LANGUE**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction officielle en français.

### **25.2 GROUPEMENT**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à la Fédération la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

## **ARTICLE 26 – RÉSILIATION**

### **26.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec

le montant du marché, la Fédération peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Fédération résilie le marché.

## **26.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE**

La Fédération peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b. Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c. Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par la Fédération dans le cadre de l'article 21 ;
- d. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- e. Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 13.3 ;
- f. Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g. Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 7 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- j. L'utilisation des résultats par la Fédération est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
- k. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- l. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux f, h, k et l du présent article, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Fédération informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

## **26.3 DÉCOMPTÉ DE RÉSILIATION**

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par la Fédération et notifié au titulaire .

### ***26.3.1 Au débit du titulaire***

Le décompte de résiliation comprend au débit du titulaire :

- les sommes versées à titre d'avances, acomptes, règlements, solde.
- la valeur des moyens confiés non restitués
- la valeur des moyens pris à l'amiable
- le montant des pénalités

### *26.3.2 Au crédit du titulaire*

Le décompte de résiliation comprend au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises (y compris les intérêts moratoires)
- les prestations fournies à la demande de la Fédération

## **ARTICLE 27 - CONTENTIEUX**

La Fédération et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de la Fédération et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par la Fédération à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 27.3

Tout différend entre le titulaire et la Fédération doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à la Fédération dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

La Fédération dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque la Fédération et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite précédemment, ils privilégient le recours, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par la Fédération ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées au présent article, pour porter ses

réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.